



## **I GARANTIE FINANCIÈRE (10)**

Désignation et adresse du garant ou du consignataire :

Montant de la garantie obtenue :

## **II ASSURANCE (11)**

Désignation et adresse de l'assureur :

## **III COMPTE BANCAIRE (12)**

Désignation et adresse de l'établissement qui a ouvert le compte :

N° du compte :

## **IV RÉCEPTION DE FONDS (13)**

Signature du déclarant,

1. Rayer les mentions ne correspondant pas à la demande.
2. Nom patronymique en majuscules ; le cas échéant, surnom.
3. Dans l'ordre de l'état civil ; souligner le prénom usuel.
4. Nom du père.
5. Nom de jeune fille de la mère.
6. Domicile personnel.
7. S'il y a lieu.
8. Préciser s'il y a location-gérance.
9. Indiquer la qualité de représentant légal, de représentant statutaire, ainsi que la fonction ;  
exemple : gérant-associé, gérant, président-directeur général, président du directoire, cogérant...
10. V. attestation de garantie.
11. V. attestation d'assurance.
12. V. attestation d'ouverture de comptes.
13. S'il y a lieu, écrire la mention : « je déclare sur l'honneur que je ne reçois aucun fonds, effet ou valeur à l'occasion des opérations spécifiées par l'article 1 (1° à 5°) de la loi n°70-9 du 2 janvier 1970. »

## NOTICE RELATIVE A LA DEMANDE DE CARTE PROFESSIONNELLE

### DELIVRANCE DE TITRES OU CARTES EN PREFECTURE :

#### CARTE D'AGENT IMMOBILIER

- Transactions sur immeubles et fonds de commerce
- Gestion immobilière
- Marchand de listes
- Prestations touristiques
- Prestations de services

**pour** (articles 3 et 8 de l'ordonnance n° 2004-634 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 modifiant l'article 1 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970) :

1° L'achat, la vente, l'échange, la location ou sous-location, saisonnière ou non, en nu ou en meublé d'immeubles bâtis ou non bâtis ;

2° L'achat, la vente ou la location-gérance de fonds de commerce ;

3° La cession d'un cheptel mort ou vif ;

4° La souscription, l'achat, la vente d'actions ou de parts de sociétés immobilières donnant vocation à une attribution de locaux en jouissance ou en propriété ;

5° L'achat, la vente de parts sociales non négociables lorsque l'actif social comprend un immeuble ou un fonds de commerce ;

6° La gestion immobilière.

7° A l'exclusion des publications par voie de presse, la vente de listes ou de fichiers relatifs à l'achat, la vente, la location ou sous-location en nu ou en meublé d'immeubles bâtis ou non bâtis.

8° La conclusion de tout contrat de jouissance d'immeuble à temps partagé régi par les articles L 121-60 et suivants du code de la consommation.

#### PROCEDURE

- \* la personne physique ou le représentant légal ou statutaire de la personne morale se présente à la préfecture du siège de son activité (articles 1er, 3, 5 14, 15 et 16 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 modifiée par l'ordonnance n° 2004-634 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 réglementant la profession immobilière - la préfecture s'assure de son identité),
- \* l'intéressé renseigne une demande, selon un modèle pré établi, indiquant état-civil, profession, domicile, lieu de l'activité professionnelle (articles 1er, 55, 59, 71 du décret n° 72-678 du 20 juillet 1972 modifié par décret n° 2005-1315 du 21 octobre 2005 réglementant la profession immobilière),
- \* l'intéressé fournit les justificatifs de son aptitude, garanties financière et bancaire, assurance, registre du commerce,

**SANCTIONS PENALES ET PECUNIAIRES POUR INFRACTIONS A LA REGLEMENTATION** (article 10 du Titre III de l'ordonnance n° 2004-634 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 modifiant la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970).

#### PIÈCES A FOURNIR

1. Aptitude professionnelle (Art. 9 à 16 du décret n° 2005-1315 du 21 octobre 2005 modifiant le décret du 20 juillet 1972).
2. Attestation de garantie financière.
3. Attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle.
4. Extrait du registre du commerce et des sociétés datant de moins d'un mois si la personne est immatriculée à ce registre ou d'un double de la demande si elle doit y être immatriculée (art. 3 – 4° du décret n° 2005-1315 du 21 octobre 2005 modifiant le décret du 20 juillet 1972).
5. Attestation d'ouverture du compte bancaire pour la mention « transactions sur immeubles et fonds de commerce » (art. 55 ou 59 du décret du 20 juillet 1972 modifié),  
Ou  
Attestation d'ouverture d'un compte bancaire ou postal au nom de chaque mandant pour la mention « gestion immobilière » lorsque la garantie résulte d'une consignation à la Caisse des Dépôts et Consignations (art.71, décret du 20 juillet 1972 modifié).
6. Liste des établissements, succursales, agences ou bureaux qui dépendent du déclarant (art. 4, décret du 20 juillet 1972 modifié).

7. Copie d'une pièce d'identité

**Délivrance des cartes professionnelles**  
**"transactions sur immeubles et fonds de commerce"**  
**"marchand de listes" et "gestion immobilière"**

\*\*\*\*\*

**CONDITIONS D'APTITUDE PROFESSIONNELLE**  
**ET PIÈCES JUSTIFICATIVES**

(Articles 11,12, 14 et 15 du décret n° 72-678 du 20 juillet 1972 modifié)

**Article 11 : être titulaire de l'un des diplômes suivants :**

- 1) soit, un diplôme délivré par l'Etat ou au nom de l'État, d'un niveau égal ou supérieur à trois années d'études supérieures après le baccalauréat et sanctionnant des études juridiques, économiques ou commerciales;
- 2) soit un diplôme ou un titre inscrit au répertoire national des certifications professionnelles d'un niveau équivalent (niveau II) et sanctionnant des études de même nature;
- 3) soit le brevet de technicien supérieur professions immobilières;
- 4) soit, un diplôme de l'institut d'études économiques et juridiques appliquées à la construction et à l'habitation.

→ joindre une copie du diplôme et produire l'original à l'appui.

**Article 12 : remplir cumulativement les conditions suivantes :**

- 1) être titulaire soit d'un baccalauréat, soit d'un diplôme ou d'un titre inscrit au répertoire national des qualifications professionnelles d'un niveau équivalent (niveau IV) et sanctionnant des études juridiques, économiques ou commerciales;
- 2) avoir occupé pendant au moins 3 ans un emploi subordonné se rattachant à une activité mentionnée à l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 modifiée (\*) et correspondant à la mention demandée.

→ joindre une copie du diplôme et les bulletins de salaire représentant une période de 3 ans à temps complet

**Article 14 : remplir une des conditions suivantes :**

- 1) avoir occupé, pendant 10 ans, au moins, l'un des emplois mentionnés au 2° de l'article 12 :

→ joindre les bulletins de salaire représentant une période de 10 ans à temps complet

- 2) avoir occupé pendant 4 ans, l'un des emplois mentionnés au 2° de l'article 12, en qualité de cadre au titre duquel le demandeur était affilié comme tel auprès d'une institution de retraite complémentaire ou d'un emploi public de catégorie A ou de niveau équivalent :

→ joindre les bulletins de salaire représentant une période de 4 ans à temps complet et une attestation de cotisation à une caisse de retraite et de prévoyance de cadres

**Article 15 : les durées d'occupation ci-dessus mentionnées s'entendent d'un emploi à temps complet ou de l'équivalent en temps complet d'un emploi à temps partiel, que cette occupation ait été continue ou non.**

**Article 16 : Les personnes qui, sans être titulaires de la carte professionnelle, assument la direction de l'entreprise telle que les gérants, les mandataires ou salariés, ou celle d'un établissement, d'une succursale, d'une agence ou d'un bureau, ont à justifier, de leur aptitude professionnelle dans les conditions prévues à l'article 11 ou dans celles prévues aux articles 12 et 14, avec un temps d'activité réduite de moitié.**

→ joindre les bulletins de salaire

(\*) Occupation d'un emploi subordonné se rattachant à une activité portant sur les biens d'autrui et relative à :

- 1°) l'achat, la vente, l'échange, la location ou sous-location, saisonnière ou non, en nu ou en meublé d'immeubles bâtis ou non bâtis ;
- 2°) l'achat, la vente ou la location-gérance de fonds de commerce ;
- 3°) la cession d'un cheptel mort ou vif ;
- 4°) la souscription, l'achat, la vente d'actions ou de parts de sociétés immobilières donnant vocation à une attribution de locaux en jouissance ou en propriété ;

5°) l'achat, la vente de parts sociales non négociables lorsque l'actif social comprend un immeuble ou un fonds de commerce ;

6°) la gestion immobilière.

7°) à l'exclusion des publications par voie de presse, la vente de listes ou de fichiers relatifs à l'achat, la vente, la location ou sous-location en nu ou en meublé d'immeubles bâtis ou non bâtis.

8°) la conclusion de tout contrat de jouissance d'immeuble à temps partagé régi par les articles L. 121-60 et suivants du code de la consommation.

**Directeur d'agence ou de succursale**

\*\*\*\*\*

**CONDITIONS D'APTITUDE PROFESSIONNELLE  
ET PIÈCES JUSTIFICATIVES**

(Articles 11, 12, 14, 15 et 16 du décret n° 72-678 du 20 juillet 1972 modifié)

**Article 11 : être titulaire de l'un des diplômes suivants :**

- 1) soit, un diplôme délivré par l'Etat ou au nom de l'État, d'un niveau égal ou supérieur à trois années d'études supérieures après le baccalauréat et sanctionnant des études juridiques, économiques ou commerciales;
- 2) soit un diplôme ou un titre inscrit au répertoire national des certifications professionnelles d'un niveau équivalent (niveau II) et sanctionnant des études de même nature;
- 3) soit le brevet de technicien supérieur professions immobilières;
- 4) soit, un diplôme de l'institut d'études économiques et juridiques appliquées à la construction et à l'habitation.

*→ joindre une copie du diplôme et produire l'original à l'appui.*

**Article 12 et 16: remplir cumulativement les conditions suivantes :**

- 1) être titulaire soit d'un baccalauréat, soit d'un diplôme ou d'un titre inscrit au répertoire national des qualifications professionnelles d'un niveau équivalent ( niveau IV) et sanctionnant des études juridiques, économiques ou commerciales;
- 2) avoir occupé pendant au moins 18 mois un emploi subordonné se rattachant à une activité mentionnée à l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 modifiée (\*) et correspondant à la mention demandée.

*→ joindre une copie du diplôme et les bulletins de salaire représentant une période de 3 ans à temps complet*

**Article 14 et 16: remplir une des conditions suivantes :**

- 1) avoir occupé, pendant 5 ans, au moins, l'un des emplois mentionnés au 2° de l'article 12 :

*→ joindre les bulletins de salaire représentant une période de 5 ans à temps complet*

- 2) avoir occupé pendant 2 ans, l'un des emplois mentionnés au 2° de l'article 12, en qualité de cadre au titre duquel le demandeur était affilié comme tel auprès d'une institution de retraite complémentaire ou d'un emploi public de catégorie A ou de niveau équivalent :

*→ joindre les bulletins de salaire représentant une période de 2 ans à temps complet et une attestation de cotisation à une caisse de retraite et de prévoyance de cadres*

**Article 15 : les durées d'occupation ci-dessus mentionnées s'entendent d'un emploi à temps complet ou de l'équivalent en temps complet d'un emploi à temps partiel, que cette occupation ait été continue ou non.**

(\*) Occupation d'un emploi subordonné se rattachant à une activité portant sur les biens d'autrui et relative à :

- 1°) l'achat, la vente, l'échange, la location ou sous-location, saisonnière ou non, en nu ou en meublé d'immeubles bâtis ou non bâtis ;
- 2°) l'achat, la vente ou la location-gérance de fonds de commerce ;
- 3°) la cession d'un cheptel mort ou vif ;
- 4°) la souscription, l'achat, la vente d'actions ou de parts de sociétés immobilières donnant vocation à une attribution de locaux en jouissance ou en propriété ;
- 5°) l'achat, la vente de parts sociales non négociables lorsque l'actif social comprend un immeuble ou un fonds de commerce ;
- 6°) la gestion immobilière.
- 7°) à l'exclusion des publications par voie de presse, la vente de listes ou de fichiers relatifs à l'achat, la vente, la location ou sous-location en nu ou en meublé d'immeubles bâtis ou non bâtis.
- 8°) la conclusion de tout contrat de jouissance d'immeuble à temps partagé régi par les articles L. 121-60 et suivants du code de la consommation.